



Fenêtre sur le monde n°16



Et si la pandémie menaçait non seulement le goût et l'odorat, mais aussi le toucher, sens par excellence de la tendresse et signe de la matérialité du monde ? Ce sens qui, dans la médecine antique, était un moyen de communication plus important encore que la parole entre médecin et patient, dont les corps formaient un continuum, serait-il annihilé, figé sur les écrans ? « Rendez-nous nos vies », scandent des manifestants sans masque, ciblant des usurpateurs imaginaires.

Cependant, les forces qui, dans les ténèbres pandémiques durables, ne cessent d'avoir pour boussole protection, défense des droits et dignité des travailleurs et des peuples savent bien que nos vies ne se donnent pas en concession. « Masqués mais non muselés », résilients mais non résignés, nous affrontons des adversaires tangibles, refusant de mettre notre toucher en hibernation. C'est parce que lutte et lumière commencent par la même lettre, ce « l » dont la douceur n'apaise pas notre colère, que nous entonnons une chanson où le mot « ensemble » prend tout son sens. Notre « Persévérance » porte le même nom que celle qui s'est posée sur Mars. Mais c'est sur terre, dans le combat, qu'elle construit le futur post-pandémique que nous voulons proche.

Justice vaccinale, espoir mondial

Union européenne (UE)

« Mea culpa » ou triomphe du néolibéralisme au détriment de la vie et de la santé ?

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, interrogée par la presse et par les parlementaires européens, est dans une position complexe : elle se voit obligée de défendre les grandes lignes de la stratégie vaccinale européenne sans pour autant occulter complètement que celle-ci n'est pas couronnée de succès, c'est le moins qu'on puisse dire. D'ailleurs, l'UE a failli raviver les vieux démons irlandais entre unionistes et républicains, avec son idée d'outrepasser certaines dispositions de l'accord du Brexit afin que l'Irlande du Nord ne devienne pas « la porte d'entrée des vaccins vers la Grande-Bretagne ». En pleine pandémie, ajouter le risque d'une crise politique n'est pas vraiment du meilleur goût.

Dans une interview à *La Croix* du 5.02.2021, Ursula von der Leyen regrette d'avoir frôlé ainsi la catastrophe, mais se justifie du fait de l'urgence : « la Commission a pris 1.500 décisions en peu de temps et près de 900 décisions d'urgence dans un contexte de pression très élevée ». Certes, mais n'est-ce pas le rôle des politiques à ce haut niveau de faire face à l'urgence sans se laisser submerger ?

Dans le même entretien, qualifié de « mea culpa », la présidente de la Commission répète qu'elle « travaille » ou « discute » avec les industriels concernant la livraison des doses commandées qui n'arrivent pas. Dans un langage très policé, elle se rend compte, « en regardant dans le rétroviseur », que la Commission aurait dû « penser à la production de masse et aux défis qu'elle pose ». Mais si aujourd'hui elle constate que cette production n'est pas à la hauteur, qu'est-ce qui l'empêche d'être exigeante envers les industriels, au lieu d'attendre gentiment qu'ils relèvent les « défis » ?

La réponse est dans la question, comme le décrypte Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 11.02.2021, où il relate la séance du Parlement européen. On s'en doutait, la Commission reprend à son compte les explications données par les compagnies privées qui produisent les vaccins, à savoir les difficultés liées au nombre des composantes, à l'approvisionnement, à la logistique etc. Pour ne pas se décrédibiliser complètement, Ursula von der Leyen reconnaît les erreurs commises, dont le fait de sous-estimer ces difficultés matérielles. Mais n'agit toujours pas.

Quant aux contrats passés avec les entreprises, à la question de la journaliste de *La Croix* s'il ne faut pas les publier, Ursula von der Leyen répond à côté : certes, quand on conclut un contrat à deux il faut que les deux parties soient d'accord pour en lui donner de la publicité ; mais rien n'empêche l'une des parties

d'être plus « vertueuse » que l'autre et de pousser son partenaire à la transparence ! D'autant plus qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle partie, mais de 27 pays regroupés.

La présidente de la Commission reconnaît que 27 pays pèsent plus que chacun tout seul. Oui, ils pèsent s'ils font quelque chose. Sinon, c'est le privé qui « pèse » et leur impose son rythme. Et la transparence demandée, Madame la présidente, n'est pas liée à « la publication de l'adresse d'un site de production », effectivement sans grand intérêt pour le contribuable européen, mais à l'utilisation de l'argent de nos impôts !

Les brevets sont sacrés, pas question d'utiliser les « licences d'office » ou « licences obligatoires » pour les libérer afin que tous les pays du monde puissent produire les vaccins s'ils le peuvent. Ursula von der Leyen se limite à l'investissement de l'UE à la plateforme COVAX. Elle a rempli son obligation, il n'y a rien d'autre à faire.

Cet investissement est réel mais pas à la hauteur (870 millions d'€) et ne concerne que la partie « centrale d'achat » de COVAX, qui, du fait du blocage des pays riches dont l'UE, n'est pas devenue une plateforme de mutualisation de la technologie et des connaissances. L'UE n'appuie pas non plus la demande de l'Afrique du Sud et d'autres pays à l'OMC pour faire actionner le mécanisme des licences obligatoires via les dérogations que permet l'accord TRIPS (cf. Fenêtre n°12).

Mais si Ursula von der Leyen ne veut pas entendre parler de publicité des contrats passés avec les entreprises, au fur et à mesure que le temps avance, de plus en plus d'éléments « fuient » dans la presse, et ils ne sont pas glorieux pour la Commission.

Le dossier instructif de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 17.02.2021 s'accompagne de fac-similés où sont barrées les informations concernant les prix, les circuits de sous-traitance, pourtant essentiels pour comprendre le processus de fabrication (et les retards d'aujourd'hui) ou les pénalités si les commandes ne sont pas honorées.

SANTE/2020/C3/042 **SENSITIVE**

Sanofi Pasteur and GSK shall be entitled to direct part of the activities contemplated in this APA to their respective Affiliates. It being understood that Sanofi Pasteur and GSK shall remain solely liable towards the Commission or the Participating Member States, as the case may be, for actions of their Affiliates as per article II.2.

L4.2. Timeline

Timeline for availability of Adjuvanted Pandemic Vaccine is anticipated as follows:

- Start full scale S Antigen Drug Substance production [REDACTED]
- First doses of Adjuvanted Pandemic Vaccine shipped [REDACTED] (pending Union marketing authorisation)
- Union marketing authorisation anticipated [REDACTED]

Consequently, it is anticipated that up to three hundred (300) million doses of the Adjuvanted Pandemic Vaccine for Relevant Member States will be available as follows:

- [REDACTED]
- [REDACTED]

Taking into account the timelines agreed in these special conditions, Sanofi and GSK will use their best reasonable efforts to adhere to such delivery schedule.

The Adjuvanted Pandemic Vaccine is a refrigerator- stable product, i.e. stored between 2 and 8 degrees Celsius which permits leveraging standard vaccine distribution and delivery infrastructure.

These anticipated volumes and delivery timelines are indicative only and are based on current assumptions around manufacturing, yield, and release and under the provision of free movement of raw materials, intermediates and finished goods. [REDACTED]

[REDACTED]

L5. PRICES

Maximum amount of the APA, maximum prices and mechanism to determine a final price

Sanofi Pasteur and GSK commit that the price for the Adjuvanted Pandemic Vaccine will in any case not be more than [REDACTED] per dose (exclusive of VAT). This is a ceiling price. This [REDACTED] Euro Ceiling Price includes [REDACTED] corresponding to transportation and related insurance costs per dose of Adjuvanted Pandemic Vaccine.

[REDACTED]

SANTE/2020/C3/042 **SENSITIVE**

[REDACTED]

The final price will depend upon a number of parameters, in particular the antigen amount per dose and manufacturing yield. Once the parameters are confirmed, which is anticipated to occur from [REDACTED] (end of phase I/II), Sanofi Pasteur and GSK will communicate to the Commission the final price (the "Final Price") and will inform the Commission on the parameters related to the drug substance dosage. The Final Price will be communicated through Formal Notification as per Article II.5.2.

In case there should be material differences to the anticipated volume of the Adjuvanted Pandemic Vaccine and the time-lines in which it is anticipated to be available, as set out in Articles L4.1 and L4.2, Sanofi Pasteur and GSK will duly inform the Commission and provide the rationale of such differences.

In any event, the Final Price shall not exceed [REDACTED] per dose ceiling (exclusive of VAT).

L6. PAYMENT ARRANGEMENTS

It is the common intention of the Parties to make the Adjuvanted Pandemic Vaccine available to the Member States of the European Union as soon as possible, which requires production to start as soon as possible while the Adjuvanted Pandemic Vaccine is still under development.

The acceleration of the at-risk production of the three hundred (300) million doses of the Adjuvanted Pandemic Vaccine for the EU Market would require Sanofi Pasteur and GSK not only to invest in fixed assets in upstream & downstream manufacturing infrastructures but also to support substantial additional operating expenditures (including significant opportunity cost) related to the manufacturing and supply preparedness of such doses during 2020.

Considering this, the Parties agree to share the risks induced as follows:

- Sanofi Pasteur and GSK will deploy a large network of industrial assets and a broad workforce, and support associated costs:
 - Sanofi Pasteur and GSK own industrial assets: [REDACTED]
 - [REDACTED] experts contributing to the project across Sanofi Pasteur and GSK supporting delivery for Europe: [REDACTED]

La publication se fait avec l'accord des entreprises concernées : si elles veulent occulter une information, elles la cachent. La présidente de la Commission n'a rien fait pour jouer l'émulation entre compagnies, afin de les obliger à dévoiler les contrats. Pfizer et BioNtech, dont les vaccins sont les plus répandus et les plus chers, n'ont rien publié.

L'Université d'Oxford, établissement public qui a co-développé un vaccin avec AstraZeneca, voulait l'offrir au monde entier. Mais le détenteur de la propriété intellectuelle reconnu par l'UE est la compagnie privée. Cela va dans le sens des « partenariats public-privé », où le public est toujours en position d'infériorité. Une autre information révélatrice du choix de la Commission de laisser toute la place au privé est l'inclusion, dans l'équipe qui négocie avec les entreprises, de l'ex-patron de l'*European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations* (EFPIA), « le principal lobby pharmaceutique européen », qui « négocie » avec ses ex-homologues...

Le manque de transparence et le refus de peser sur la scène internationale pour que le vaccin (et la propriété intellectuelle qui y est liée) devienne un bien commun de l'humanité, ont provoqué des réactions au Parlement européen, où un groupe a demandé une commission d'enquête. L'ONG *Corporate Europe Observatory* a saisi la médiatrice de l'UE. Mais la Commission ne s'est pas encore présentée, comme elle devait le faire, à l'audition devant les services de la médiatrice.

Au lieu de souhaiter la transparence qui pourrait renforcer sa position dans les négociations puisqu'elle serait soutenue par les opinions publiques de 27 États-membres, la Commission ne veut pas risquer que Big Pharma se fâche. Choix politique *et* aveu d'impuissance.

Raison de plus pour signer l'Initiative citoyenne européenne « Pas de profits sur la pandémie ». Un million de signatures sont nécessaires, dont quelques 50.000 en France :

<https://noprofitonpandemic.eu/fr/>

Entretien d'Ursula von der Leyen dans *La Croix* :

<https://www.la-croix.com/Monde/Ursula-von-der-Leyen-Nous-avons-sous-estime-difficultes-vaccination-2021-02-04-1201138930>

Sur les licences obligatoires ou licences d'office, interview dans *l'Humanité* du 11.02.2021 de Pauline Londeix et Jérôme Martin, cofondateurs de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament et anciens vice-présidente et président d'Act-Up :

<https://www.humanite.fr/si-nutilise-pas-la-licence-doffice-maintenant-ne-le-fera-jamais-700023>

Décryptage des contrats passés par l'UE avec Big Pharma qui laissent la main aux laboratoires :

<https://www.humanite.fr/vaccins-decryptage-des-contrats-signes-entre-les-laboratoires-et-lunion-europeenne-700194>

Fac-similé du contrat UE-Sanofi/GSK :

<https://www.humanite.fr/fac-simile-du-contrat-signé-entre-sanofi-gsk-et-lunion-europeenne-700301>

Internationale de l'éducation (IE)

« Pandémie et privatisation de l'enseignement supérieur : technologies de l'éducation et réforme des universités »

C'est le titre d'une recherche commandée par l'IE à Ben Williamson, du Centre de recherche sur l'éducation numérique de l'Université d'Edimbourg (Royaume-Uni) et Anna Hogan, maîtresse de conférence en sciences de l'éducation à l'Université de Queensland (Australie). Elle a été présentée à la conférence ESR de l'IE qui s'est tenue en ligne les 9 et 10 février.

Cela vaut la peine de lire l'intégralité de cette recherche bien documentée et éclairante sur la stratégie des entreprises appelées *EdTech* (*Educational Technologies*), qui se sont engouffrées dans l'opportunité « offerte » par la pandémie COVID avec la fermeture précipitée des universités, des millions d'étudiants hors campus et de collègues en dehors de la classe. Elles se sont posées en « sauveurs » et ont offert des solutions technologiques clés en mains aux universités publiques, incapables de développer leurs propres technologies et sans aucune volonté politique pour les contrer.

Ce n'est pas la COVID19 qui a ouvert la porte de la privatisation/commercialisation, cachée sous des offres « bienveillantes » d'aide aux étudiants en difficulté ou d'assistance aux collègues débordés. Mais elle a accéléré les choses et posé avec acuité la question des réformes de l'ESR préparées par les politiques d'austérité, imaginées par les néolibéraux et les adeptes du « solutionnisme » technologique.

On plonge dans l'univers insoupçonné des *capital ventures* et de la finance, où évoluent ces « fournisseurs d'éducation » censés améliorer nos universités. Les sommes sont faramineuses, preuve que la pandémie a enrichi ces entreprises, c'est-à-dire leurs actionnaires, tandis que les universités, sous prétexte de manque d'argent, menacent de licencier (dans les pays où les collègues n'ont pas de statut protecteur comme en France) ou traînent les pieds pour prolonger les contrats doctoraux, payer les vacataires et offrir des perspectives aux précaires.

L'enquête pointe en outre une surveillance rendue possible grâce au développement de l'IA, vendue comme un moyen de faciliter la collection et l'analyse des données : comme il faudra sûrement former les étudiants (et les personnels, *via* la formation permanente) aux métiers nouveaux ou transformés du monde post-pandémique, l'IA offre des « diagnostics » opérationnels, un processus de décision assistée par ordinateur et surtout un nouveau type de diplômes et de certifications, prétendument adaptés aux circonstances.

C'est ainsi que le privé met la main sur le contenu des enseignements et des recherches et casse la notion de diplôme (donc de qualification) reconnue dans les conventions collectives. On est dans le rêve patronal d'un « marché » totalement dérégulé et des travailleurs totalement individualisés.

Il devient urgent d'agir avant que la liberté académique, la liberté de recherche et de pensée ne deviennent des mots creux. Le maître mot est l'appropriation de la technologie pour contrer les modèles commerciaux.

L'aspect géopolitique est aussi à prendre en compte : si nous luttons contre la fracture numérique et la précarité énergétique qui frappent plusieurs pays en développement (et les habitants de certains quartiers dans les contrées dites développées), nous devons observer la façon dont les *EdTech* s'engouffrent dans cette brèche, soit en l'approfondissant, soit, ce qui est plus insidieux, en prétendant aider à la surmonter. Dans plusieurs pays africains, la pénétration du « marché » par les *EdTech* est un moyen d'influence pour une meilleure implantation en dehors de l'ESR.

Les « campus numériques » qui ont fleuri pendant la pandémie posent la question de la censure ou de l'autocensure des personnels. Certains syndicats (notamment scandinaves) soulèvent la question des droits sur les contenus mis en ligne : comment les *EdTech* les manipulent-ils ? À qui les diffusent-ils ? Quels revenus en tirent-ils ?

La technologie est politique. Le numérique fait partie de notre univers, la pandémie en a démontré son utilité indéniable. La CGT a été pionnière pour défendre les droits des travailleurs dans l'environnement numérique, notamment pour le droit à la déconnexion. Son combat est aujourd'hui légitimé et élargi, repris par d'autres. Oui, il faut « imaginer à nouveau l'ESR » et le faire à partir de nos propres revendications, sans laisser la place aux « magiciens » de la technologie. Comme le recommande la conclusion de

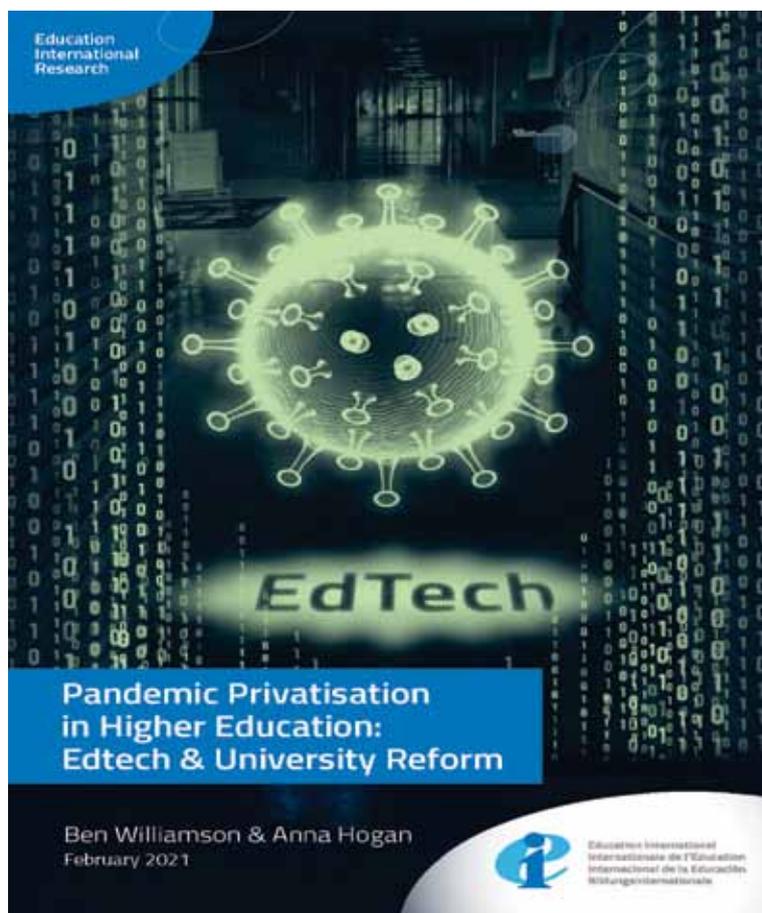
l'enquête, ce sont les syndicats représentatifs du personnel qui doivent élaborer leurs voies alternatives vers l'après-COVID. Refuser l'appauvrissement de la connaissance et s'emparer de la technologie pour le renouveau de l'ESR, de nos métiers et de la formation de nos étudiants.

L'intégralité est disponible ici :

https://issuu.com/educationinternational/docs/2021_eiresearch_gr_covid19_commercialisation_digit?fr=sNTdjNzI5MTkzMTM

Pour vous mettre en appétit, la version abrégée en français :

<https://urlz.fr/eXh7>



Allemagne

« Ton travail peut sauver des vies, ou bien maximiser les profits »

Le collectif allemand *Peng!* a eu une idée originale que nous apprenons *via* le compte Tweeter de Thomas Lemahieu, notre « vigie vaccin » de *l'Humanité* : faire appel aux salariés de BioNtech, entreprise allemande, qui ont accès aux instructions de fabrication du vaccin co-développé avec Pfizer, le premier à être mis sur la marché et le plus diffusé aujourd'hui. « Fuyez la connaissance liée aux vaccins, elle appartient à tout le monde ».

La campagne, appelée *BioNtech Leaks* commence par une évidence : les salariés qui travaillent à la fabrication du vaccin ne sont pas de simples exécutants, ils ont un rôle crucial à jouer dans la répartition équitable des doses. Une vidéo explique cet enjeu majeur : l'espoir d'éradiquer la pandémie dépend de l'étendue de la vaccination de toutes les populations.

Avec des images simples, une patiente guérie qui sourit à son médecin et à sa fille, et une carte du monde en nuances du vert (pour les pays « chanceux ») et du rouge (pour les autres), on explique le pouvoir que les salariés ont entre leurs mains. On répète que le vaccin a été possible grâce à la recherche financée

généreusement par des fonds publics. « Le temps presse : chaque jour supplémentaire sans vaccin, des centaines de milliers de gens tombent malades, des dizaines de milliers meurent, et des millions demeurent en confinement ».

Pour mieux les convaincre, *Peng!* cite le PDG de BioNtech, Uğur Şahin, qui trouve injuste que les pays pauvres n'ont pas accès au vaccin. On aurait pu lui demander pourquoi il ne prend pas d'initiative lui-même. Mais au lieu de chercher à convaincre ce dirigeant, compter sur la mobilisation des salariés est un moyen de faire entrer un grand nombre de personnes dans la danse et de faire appel à la responsabilité dite sociale, que chercheurs et ingénieurs partagent presque naturellement, qu'ils travaillent dans des laboratoires publics ou privés.

« Le monde entier a besoin du vaccin le plus vite possible ! » ; « suspendre les brevets partout, aujourd'hui ! » : ce sont les deux slogans de cet appel, qui comprend aussi une FAQ destinée à répondre aux interrogations des salariés, notamment sur les « risques pour la concurrence » (eh oui, les salariés ont raison de craindre pour leurs emplois) et à l'argument tellement répandu dans certains milieux, y compris scientifiques, qu'il n'existe pas d'innovation sans brevets.

Voilà un grand défi pour les salariés de cette petite entreprise allemande au développement fulgurant, devenue en très peu de temps un leader mondial avec sa « compagne » Pfizer.

Les travailleurs doivent avoir un pouvoir de contrôle dans leur entreprise, et, à terme, s'appropriier les moyens de production et les mettre au service des populations. Et si *BioNtech-Leaks* était un début d'éveil des consciences ?

Visionner la vidéo et lire l'argumentaire :

<https://biontech-leaks.org/>

Dernière minute (22 février) : le site a été suspendu ! Mais on peut toujours suivre la campagne et visionner la vidéo sur le compte Tweeter de *Peng!* :

<https://twitter.com/Peng/status/1359415038419881987>



Australie

Hécatombe d'emplois dans l'ESR sous prétexte de pandémie

La NTEU (*National Tertiary Education Union*), notre syndicat partenaire à l'IE, relaie des articles de presse qui décrivent la situation alarmante dans les universités australiennes aujourd'hui : le site d'information en ligne *ABC News* et le *Guardian* dans son édition australienne donnent le chiffre qui fait peur, 17.300 postes supprimés en 2020 pour cause de baisse drastique des ressources des universités.

L'article d'*ABC News* du 2.02.2021 pointe la contradiction entre une économie australienne qui recouvre sa santé, et l'ESR qui périclité. Il y a deux ans, les universités généraient 37 milliards de \$ australiens de revenu. En 2020, ce revenu est de 1,8 milliard, d'où les emplois perdus, qui incluent des titulaires.

Quelle réponse du gouvernement ? Aucune. Priver les universitaires des mesures prises pour les autres travailleurs, en les excluant de *JobKeeper* (un système de chômage partiel, cf. *Fenêtre n°7*) et en réduisant le financement fédéral. Un collègue en colère (cité par la NTEU) : « ce ne sont pas 17.000 riches chercheurs. Ce sont des universitaires précaires qui enseignent à vos enfants, des mamans et des papas qui ont besoin de mettre de la nourriture sur la table, des chercheurs qui découvrent les technologies de pointe du futur. Quand les universités tombent, nous perdons TOUS » (les majuscules sont de lui).

Le *Guardian* estime que 13% du personnel académique australien a perdu son travail et cite la présidente de la NTEU, Alison Barnes : « ce sont des gens qui devraient concevoir des thérapies pour des maladies comme la COVID19 ou des changements technologiques utiles à notre économie pour les décennies à venir ».

Au lieu de focaliser sur le manque d'étudiants internationaux, ces « vaches à lait » bien commodes sur lesquels s'appuie l'édifice fragile de l'ESR australien, Alison Barnes pense que « les parents en Australie devraient être sérieusement alarmés. Ces pertes d'emplois sont couplés avec une incroyable réduction des cours, et cela nuit aux générations futures en Australie ». Car les universités suppriment les filières et les formations « non rentables » ou « non prioritaires » : à la fin, ce sont les Australiens qui trinquent. Laissons les riches étudiants internationaux là où ils sont. Leur éducation ne va sûrement pas en pâtir.

Alison Barnes mentionne dans le *Guardian* les nombreux témoignages que la NTEU a reçus de la part des collègues licenciés. C'est une détresse de la vie quotidienne, un coût humain provoqué par l'abandon des universités publiques de la part du gouvernement fédéral. Enseigner à l'université et se retrouver maintenant vivre dans sa caravane sans électricité ne semble pas préoccuper les autorités.

Les représentants des universités déclarent avoir fait des efforts pour limiter les pertes d'emplois, mais annoncent de probables futurs licenciements. La NTEU avait élaboré un plan de sauvetage à négocier avec chaque université, mais certaines n'en ont pas voulu (cf. *Fenêtre n°9*). Par contre, elles sont très inventives pour faire venir leurs riches jeunes « clients » afin de ne pas perdre leur argent.



Comme le rapporte *ABC News*, la *Charles Darwin University* a négocié serré pour obtenir en novembre l'autorisation d'affréter un charter pour faire venir 63 étudiants de Chine, Hong Kong, Japon, Vietnam et Indonésie. L'avion est parti de Singapour. Ces jeunes devaient fournir un test PCR négatif et passer deux semaines de quarantaine. Mais ils et elles étaient plus que ravis de retrouver leur campus, « un environnement sécurisé », comme le dit un Indonésien. Les frais étaient partagés entre eux et l'université.

Maintenant, l'université négocie à nouveau une autorisation pour 700 étudiants qui viendraient par plusieurs vols de Singapour, Inde, Népal et Bangladesh. Le ministre de l'éducation du territoire où se situe la *Charles Darwin University* déclare que « rien n'est encore finalisé », mais tout le monde a l'air confiant que cela aboutira bien.

University Australia (l'équivalent de la CPU) ne veut pas fâcher le gouvernement fédéral et reste prudente : « au fur et à mesure que l'année avance, nous parlerons avec le gouvernement sur le besoin éventuel d'un peu de financement d'urgence supplémentaire », dit sa porte-parole.

Ni la *Charles Darwin University*, ni *University Australia* ne parlent des emplois. Or si les étudiants reviennent, ils vont payer et l'université aura de l'argent ; si des fonds d'urgence fédéraux sont ajoutés, ils vont « boucher les trous » ; dans les deux cas, si cet argent ne sert pas à l'emploi, à quoi donc servira-t-il ? Le ministre fédéral de l'éducation, Alan Tudge, doit se réveiller de sa torpeur : il est « surpris » du nombre d'emplois supprimés, car pensait que les pertes étaient de l'ordre de 5.000 « seulement ». Mais même si c'était vrai, cela ne fait-il pas 5.000 vies ruinées ?

ABC News :

<https://www.abc.net.au/news/2021-02-03/universities-covid19-unemployment-sector-recovery-unlikely/13114542>

Le *Guardian* :

<https://www.theguardian.com/australia-news/2021/feb/03/more-than-17000-jobs-lost-at-australian-universities-during-covid-pandemic>



The image shows a screenshot of a tweet and a news article snippet. The tweet is from Dan Woodman (@DrDanWoodman) and contains the text: "Been tweeted lots already but I just want to add that it's not just 17k+ jobs lost. It's 17k lives interrupted. It's 17k people with deep expertise lost to higher education. It is a profound loss for Australia. It was not unfortunate, it was a choice." Below the tweet is a snippet from The Guardian article, which includes a photograph of a university building and the headline: "More than 17,000 jobs lost at Australian universities during Covid pandemic". The article text continues: "Further cuts are likely this year as the border remains closed to international students, Universities Australia says" and includes the URL "theguardian.com".

Cuba

La recherche biomédicale et les vaccins anti-COVID dans un pays sous embargo depuis 60 ans

L'Association Cuba coopération France, dans sa lettre d'information hebdomadaire, présente les efforts faits à Cuba pour produire un vaccin anti-COVID « maison ». Plusieurs sources y sont citées, dont l'AFP et un article de *TV5 monde info*.

Cuba a investi de longue date dans l'éducation et la recherche. Outre un taux enviable d'alphabétisation de sa population, elle a mis l'accent sur la santé. Les qualités professionnelles des médecins cubains sont reconnues internationalement, faisant partie de ce que l'article de *TV5 monde info* appelle « la diplomatie médicale », puisque ces médecins vont souvent aider des pays étrangers. La directrice de l'observatoire de la santé à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques) rappelle que ce sont les Cubains qui ont mis au point le vaccin méningocoque B.

La recherche cubaine travaille sur trois candidats vaccins, dont le troisième, appelé symboliquement *Soberana 2* (traduction superflue !) est en phase 3 d'essais cliniques. Cuba ne participe pas à la plateforme COVAX de l'OMS, mais pense être en capacité de produire son vaccin sur place et vacciner sa population, si tout va bien, au début de l'été.



Selon Franco Cavalli, professeur émérite d'oncologie à l'université de Berne et président de *MediCubaEurope*, ONG qui organise des partenariats scientifiques avec la Grande île, Cuba soumettra bientôt ses résultats aux revues scientifiques pour qu'ils soient validés par les pairs. Elle mise sur une technologie et une logistique plus adaptées aux pays chauds que le vaccin Pfizer-BioNtech ou Moderna qui demandent une congélation à très basse température, donc des équipements spéciaux.

La chercheuse de l'IRIS et le médecin suisse considèrent comme une avancée le fait que ce petit pays sous embargo strict états-unien depuis si longtemps a quand même réussi à développer sa recherche et sa technologie au point de rivaliser avec les firmes pharmaceutiques connues et aidées généreusement par des pays riches. Cuba n'a pas de moyens financiers, car ses revenus proviennent d'une part du tourisme, durement frappé par la crise COVID, d'autre part des expatriés, dont une grande partie aux États-Unis. Mais Trump, avant de quitter la présidence, a réinscrit Cuba dans la liste des pays « terroristes », ce qui exclut les transactions financières sous peine de sanctions.

Que va faire Cuba de son vaccin ? Comme ses médecins, notamment les fameuses « brigades Henry Reeve » candidates au prix Nobel de la paix, elle va l'envoyer aux pays qui en auront besoin, à commencer par l'Amérique latine. Elle pense l'offrir aussi aux touristes, ce qui est une bonne motivation pour visiter l'île.

Cuba a été félicitée par l'OMS pour sa bonne gestion de la pandémie, malgré le fait qu'elle a eu aussi sa « deuxième vague » en novembre dernier, ce qui l'a obligée à prendre des mesures restrictives. Les contaminations sont dues en grande partie à l'ouverture du tourisme, secteur vital pour l'économie et l'emploi.

« Diplomatie scientifique », *soft power*, certes, mais aussi continuation de la longue tradition internationaliste. Quand Cuba a envoyé au printemps dernier ses médecins aider la France en Martinique ou l'Italie en Lombardie, elle n'a rien demandé en échange.

Rosa Moussaoui, dans *l'Humanité* du 2.02.2021 rappelle que l'aide médicale et humanitaire cubaine avaient été accordées jadis aux pays colonisés luttant pour leur indépendance, par exemple l'Algérie qui a reçu, au lendemain de son indépendance, le premier contingent de médecins cubains. Par la suite, les Cubains sont intervenus dans les pays victimes de catastrophes naturelles, comme en Haïti frappée par le séisme de 2010, ou d'épidémies comme Ebola en Afrique de l'ouest.

L'article de *TV5 Monde Info* :

<https://information.tv5monde.com/info/coronavirus-cuba-l-ile-aux-vaccins-394852>

Sur le site d'information *Cubadebate*, lire et visionner une table ronde sur les vaccins :

<https://urlz.fr/eXJI>

L'article de Rosa Moussaoui :

<https://www.humanite.fr/cuba-un-vaccin-et-une-expertise-porteurs-despoir-pour-les-pays-du-sud-699521>

Lire aussi l'interview de Leyde Ernesto Rodriguez, vice-recteur de l'Institut supérieur des relations internationales *Raúl Roa García* de La Havane (*l'Humanité* 2.02.2021). Il considère que les brevets sur les vaccins anti-COVID sont « une violation des droits humains » :

<https://www.humanite.fr/vaccin-cuba-brise-la-domination-dun-secteur-monopolise-699519>

États-Unis

Une université de Californie se transforme en bouclier anti-COVID

L'histoire lue dans le *NYTimes* est de celles qui remontent le moral dans les rudes temps pandémiques de la froideur du chacun pour soi. Elle démontre aussi l'utilité d'une université non seulement pour produire et enseigner la science, mais aussi pour rayonner dans son environnement et tisser des liens avec les communautés qui y vivent.

L'Université Davis de Californie (UCD) n'a pas choisi, comme certaines de ses semblables, de créer une « bulle COVID » pour les personnes qui y étudient et travaillent. Quand, à l'automne, plusieurs campus ont fermé, l'UCD s'est posé la question s'il fallait renvoyer ses étudiants et enseignants à la maison, au risque de perdre beaucoup d'argent et de se désorganiser. D'ailleurs, les étudiants n'étaient pas tous volontaires. Ayant le précédent des universités devenues clusters COVID, l'UCD souhaitait prendre un autre chemin, celui d'une « bulle COVID » tellement large qu'elle incluait toute la cité.

C'est ainsi qu'est né le centre de tests dans l'énorme salle de récréation. Il offre des tests gratuits aux habitants, mais aussi aux travailleurs qui n'habitent pas la ville. Et l'action ne s'arrête pas là : des di-

zaines de doctorants ont été formés au traçage des cas contacts ; des chambres d'hôtel ont été louées pour mettre les cas positifs en quarantaine ; 275 étudiants de premier cycle ont été embauchés comme « ambassadeurs COVID » pour diffuser l'information auprès de la population, combattre rumeurs et désinformation.

L'UCD a su mettre au profit ses moyens scientifiques, notamment son centre de recherche génétique. Une machine qui avait coûté 400.000\$ y était dédiée à l'extraction de l'ADN des plantes. Richard Michelmore, chercheur en génétique des plantes, a proposé de l'utiliser pour « l'effort de guerre ». Son laboratoire traite depuis des centaines de tests par jour, avec résultats le lendemain. L'UCD a investi dans une nouvelle machine et organisé d'autres centres de tests avec l'aide de la municipalité qui a mis à disposition des locaux et du personnel.

À la mi-novembre, la machine de Richard Michelmore a servi pour les tests dans le centre des seniors de Davis. Le dispositif de tests a été « exporté » dans deux autres campus californiens, mais aussi aux écoles élémentaires de Davis.

Où a-t-on trouvé l'argent ? Le programme, considéré par la maire de la ville, Gloria Partida, comme « un projet scientifique majeur » a reçu des subventions de l'état de Californie, du gouvernement fédéral, des fonds spéciaux fédéraux du *CARES Act* et des dons privés. Il coûte près de 38 millions de \$, mais ce prix en vaut la peine : depuis sa création, il a empêché l'écllosion de près de 850 foyers COVID. La maire est ravie : « c'est la clé d'un retour à la normalité ». Elle se rappelle l'inquiétude de ses administrés du fait du retour des étudiants.

Les chercheurs de l'UCD ont aussi recherché le virus dans les eaux usées de Davis, autre moyen efficace de prévention.

La moitié de la population de Davis a bénéficié des services de l'UCD, y compris la quarantaine gratuite. Le succès du programme a des répercussions positives sur la recherche, car les collègues impliqués publient les résultats et contribuent ainsi tant au débat purement scientifique, qu'à celui concernant les bonnes pratiques et la protection des populations. Ils comptent poursuivre cette forme originale de « recherche-action » durant toute l'année 2021.



Seulement 15% des habitants de Davis ont été contaminés ; près de 850 personnes asymptomatiques qui déambulaient insouciantes dans la ville ont été mises en quarantaine ; les habitants, qui respectent scrupuleusement le port du masque, ont pu renouer des contacts (prudents) avec leurs amis et familles.

Ils expriment leur gratitude : les tests ont permis à des petits-enfants de voir leurs grands-parents après de longs mois ; à une infirmière de ne pas contaminer sa famille, mise tout de suite en isolement ; à des collégiens d'assister ensemble aux cours en ligne dans la cour de leurs maisons respectives et bien sûr de jouer ensemble ; à un employé d'école de prévenir ses collègues trois jours avant que ses symptômes commencent et de tracer ses cas contacts.

L'UCD a réussi à créer cet élan collectif dans la ville et dans son campus. Aujourd'hui, cela fait partie de la vie quotidienne des habitants, qui passent régulièrement se faire tester. Certes, ce n'est pas la vie sociale rêvée, mais cela permet de rencontrer de « vrais » humains au lieu d'images carrées sur un écran.

<https://www.nytimes.com/2021/01/30/us/college-coronavirus-california.html?action=click&module=Well&pgtype=Homepage§ion=US News>

Les syndicats des travailleurs « de première ligne » demandent la vaccination

Faut-il vacciner en priorité les personnes de plus de 65 ans (hors résidents de maisons de retraite), ou donner la priorité aux travailleurs des secteurs « essentiels » qui courent un risque élevé d'être contaminés et de contaminer leur entourage, vu leurs conditions de vie et de travail ? Un article du *Washington Post* du 1.02.2021 plaide pour la proposition des syndicats.

L'état de Californie avait prévu de mettre les « travailleurs essentiels » dans la liste des personnes prioritaires à la vaccination, ce qui a réjoui plusieurs d'entre eux, dont Norma Leiva et sa sœur. Norma a 51 ans, mais vit avec sa belle-mère âgée. Elle est employée comme manager dans une grande surface, *Food 4 Less*, à Los Angeles, où le virus sévit avec sévérité. Ni elle, ni sa sœur, aussi dans la logistique alimentaire, ne télétravaillent (c'est impossible). Norma n'a pas été malade, mais sa sœur si. Elles pensaient pouvoir se faire bientôt vacciner, ce qui serait pour Norma et sa belle-mère un grand soulagement. Mais la pénurie en a décidé autrement : Norma a calculé qu'elle passerait en juin...

Ces travailleurs du secteur de la logistique et de l'alimentation ne sont pas des ingrats. Norma reconnaît que les personnes âgées ont besoin de vaccin, mais elle en a aussi besoin et pense ne pas en priver quelqu'un ; au contraire, elle aidera la communauté, car « si nous ne sommes pas en bonne santé, notre communauté n'est pas en bonne santé ».

Inutile de préciser que dans le secteur où travaillent Norma et sa sœur les Africains-américains et les Hispaniques sont majoritaires. Encore une preuve que COVID et inégalités « raciales » vont de pair. Précisons aussi que dans ce pays si riche, il n'existe pas de congé maladie rémunéré (une des revendications principales des syndicats) : en période COVID, cela augmente les contaminations, car perdre son salaire pendant au moins une semaine est prohibitif pour de nombreux travailleurs, qui vont travailler en étant malades et contaminent leurs collègues.

Le Président Joe Biden a promis un plan stratégique national de vaccination, dont Trump ne voulait pas, laissant les états mener chacun sa propre politique et aboutir à un chaos.

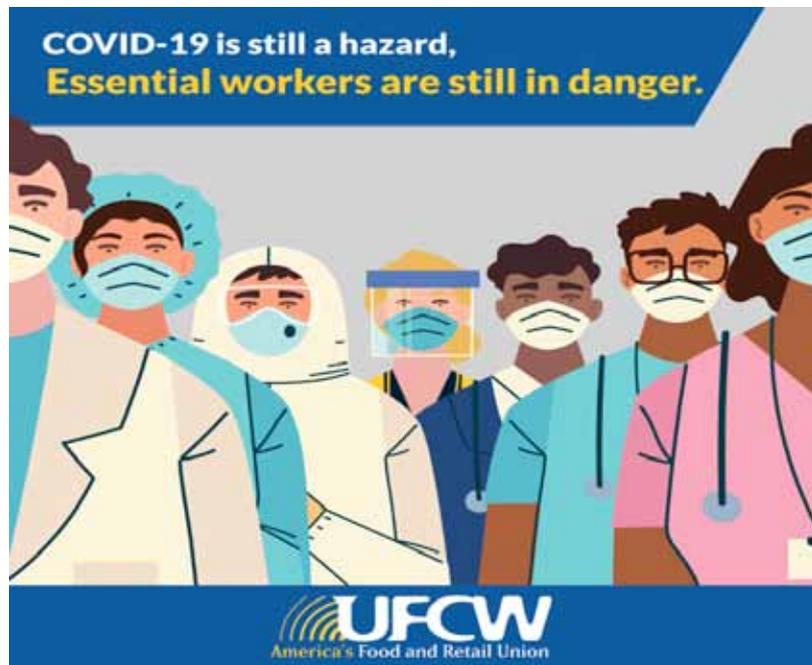
Le CDC (*Centre of Disease Control*) recommande la vaccination des travailleurs de première ligne et pense que la priorité donnée partout aux personnes âgées favorisera la population blanche et aisée. On voit dans la presse que cette population, plus à l'aise avec internet et la bureaucratie, va se faire vacciner dans les quartiers populaires dont les habitants ont du mal à obtenir un rendez-vous, ne sachant pas comment faire, n'ayant pas le temps (compte tenu de la charge de travail) ou n'étant pas équipés d'ordinateur. C'est vrai qu'une personne retraitée, de classe moyenne, bien éduquée, peut plus facilement

prendre un rendez-vous que Norma et sa sœur, qui, quand elles rentrent épuisées du travail, doivent s'occuper d'autres personnes de leur foyer ou de leur communauté.

La *United Food and Commercial Workers International Union*, grand syndicat du secteur, ne conteste pas la vaccination des personnes âgées, mais n'accepte pas qu'elle se fasse « au détriment des travailleurs essentiels qui aident les familles à mettre de la nourriture sur la table pendant la crise ». Il appelle les autorités sanitaires à travailler avec les gouverneurs des 50 états pour vacciner rapidement les travailleurs de l'épicerie et de la boucherie, « avant de tomber malades et de mourir ».

La *Service Employees International Union*, autre syndicat du secteur, va encore plus loin : les syndicats doivent participer au plan de vaccination. Sa présidente, Mary Kay Henry, pense que cela facilitera le contact avec des communautés difficiles à atteindre, « y compris qui ne parlent pas bien anglais ».

La réponse des autorités de santé est typique de leur impuissance, mais montre aussi l'impasse où a conduit la stratégie des pays riches, qui ont « sous-traité » les vaccins à Big Pharma sans exiger que les entreprises honorent leurs commandes : « il n'y a pas assez de vaccins pour tous, alors comment trouver un équilibre ? ».



Le *Washington Post* fait le tour de plusieurs états, où la situation est la même : ni les travailleurs « essentiels », ni les enseignants ne sont aujourd'hui prioritaires, car il faut vacciner les aînés. Mais dans les états où les écoles sont sur le point de rouvrir, cela pose à nouveau le problème de la contamination. Certains syndicats d'enseignants ont recommandé un droit de retrait s'il n'y a pas de plan précis de vaccination.

Et que dire des travailleurs (surtout travailleuses) du médico-social, laissés pour compte comme en France, car ils et elles ne sont pas vraiment des « soignants », ni des travailleurs « essentiels » qui nourrissent la population ? La directrice d'un centre d'accueil de jour à Boston, dans un quartier à majorité Afro-américaine, a vu la COVID19 se répandre à vitesse grand V et s'inquiète. Elle non plus n'a pas de plan de vaccination pour son personnel, et pourtant, son établissement n'a jamais fermé, car il a accueilli les enfants des soignants entre autres. Fin janvier, un enfant a eu la COVID, ce qui a semé la panique et envoyé tout le monde se faire tester (heureusement, tests négatifs). « Nous sommes en danger », dit-elle.

Voilà encore une raison de soutenir toutes les démarches de suppression des brevets pour augmenter (et localiser) la production de vaccins.

<https://www.washingtonpost.com/health/2021/01/31/covid-vaccine-who-should-go-first/>

Grèce

« Faites ce que je dis, ne dites pas ce que je fais »

Cela semble être le credo du Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, qui a fait la une des journaux lors du deuxième confinement d'octobre et continue maintenant, tandis que les mesures restrictives anti-COVID continuent et que certaines régions, notamment l'Attique, la région capitale, sont à nouveau confinées.

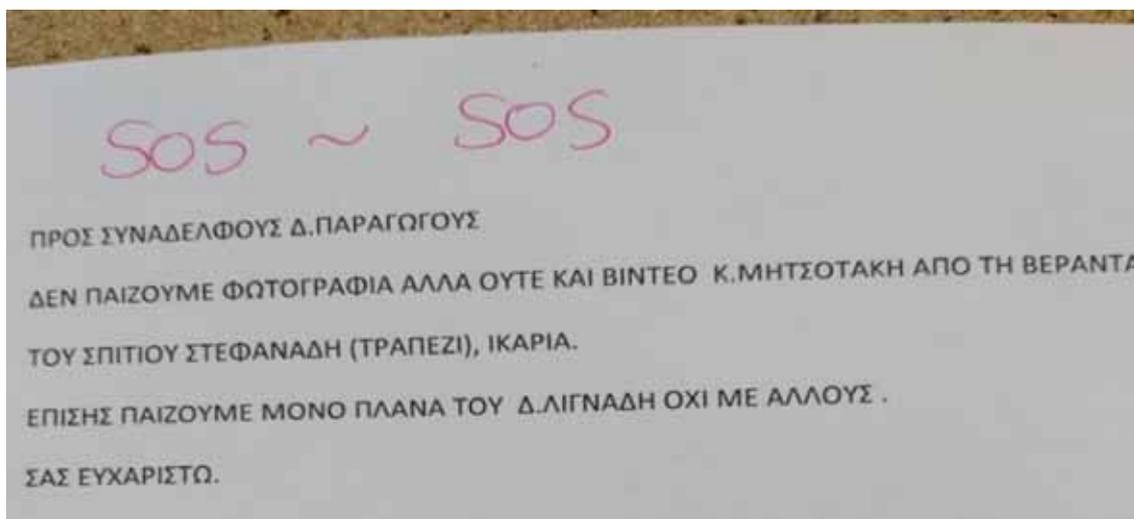
Les réunions de plus de 6 personnes sont interdites comme en France, il est proscrit d'inviter ses amis à la maison, la traditionnelle bénédiction des eaux du 6 janvier, jour de l'Épiphanie, chère aux Grecs (croyants ou non) a été supprimée, mais le Premier ministre, tout en appelant les citoyens à leur « responsabilité », se permet d'avoir des « loisirs ». À l'automne, c'était une virée en vélo avec de nombreux amis et membres de sa famille dans une banlieue éloignée d'Athènes : le citoyen ordinaire n'a pas le droit de s'éloigner de son domicile sans « raison valable », mais le Premier ministre l'a fait et s'est fait photographier avec certains de ses compagnons sans masque. C'était l'époque où, « en même temps », les régressions concernant les droits des travailleurs étaient préparées (cf. *Fenêtre* n°11).

Le *Journal des rédacteurs* du 8.02.2021 titre « Mitsotakis sans masque », jouant sur le double sens du mot, propre et figuré. Lors d'une visite sur l'île d'Icaria (île de la mer Égée orientale, proche de Samos) où il a organisé aussi une réunion de son parti politique, il s'est invité avec 50 personnes à un repas chez l'un de ses partisans : les photos qui ont « fuité » montrent ces personnes attablées dans un balcon assez étroit d'une maison proche de la mer, les unes sur les autres. Cela provoque des réactions de journalistes, opposants politiques, et défenseurs des libertés publiques, qui voient « un confinement pour les plébéiens et une liberté pour les patriciens ».

Comment est-ce possible qu'une telle bévue ait été commise sans que personne ne soit au courant ?

Tout est parti d'une habitante, qui, voyant le rassemblement (tandis que les restaurants, nombreux dans cette île assez touristique, sont fermés depuis de longs mois), a posté un message indigné sur les réseaux sociaux. Une chaîne de télévision a diffusé la vidéo amateur, un politicien local l'a interceptée, un autre, participant au repas a essayé de se justifier (« c'était un tout petit repas pris sur le pouce »...).

Les syndicats de l'ERT (la radiotélévision publique grecque) ont ensuite révélé qu'un mot de leur direction avait été placardé demandant de ne pas ébruiter l'affaire. La photo du mot en question, prise par les syndicalistes, a été publiée le 10.02.2021 par le *Journal des rédacteurs*, qui relaie le communiqué syndical. Ce dernier est signé des deux syndicats, télévision, et radio et multimédias : « ce n'est pas la première fois que les travailleurs de l'ERT subissent des pressions insoutenables sur la façon dont il faut publier, minimiser, ou passer sous silence une information », dénoncent les intéressés.



Les syndicats mettent l'accent sur une « harmonisation » du traitement de l'information entre public et privé : comme les médias privés ont minimisé l'affaire, le public devait faire pareil. Mais « l'ERT n'appartient pas aux armateurs ou entrepreneurs de travaux publics pour être comparée aux médias privés, elle appartient au peuple grec. Ce ne sont pas seulement les personnes qui y travaillent qui revendiquent son indépendance institutionnelle, mais toute la société grecque », concluent les syndicats.

« Et en même temps », la casse de l'ESR continue, la loi sur la « police des campus » a été votée, les diplômes des *Colleges* privés sont devenus équivalents à ceux des universités publiques, les manifestations des universitaires et étudiants sont souvent sous la matraque et les lacrymogènes, les commerçants en ont assez du « click and collect » qui ne marche pas, on est obligé d'envoyer un SMS pour être autorisé à sortir de chez soi, et, cerise sur le gâteau, une tempête de neige baptisée « Médée » sévit sur Athènes.

Mais les patriciens n'en ont cure.

Apprenez le grec moderne en militant :

https://www.efsyn.gr/politiki/kybernisi/280888_ergazomenoi-tis-ert-epibebaiouyn-ti-logokrisia-gia-tin-ikaria



Italie

Le « mercredi noir » au milieu de la pandémie

L'Italie a affronté ces derniers jours une crise politique de celles dont elle est coutumière depuis longtemps. Un ami journaliste spécialisé en sciences politiques, citoyen franco-italien, nous avait autrefois découragés à comprendre ce système si instable, aux coulisses d'une complexité insoupçonnée. Comme le font les syndicats italiens, attendre au tournant l'ancien-nouvel homme fort, Mario Draghi, est pour l'instant la seule solution.

Dans un article critique mais lucide, publié le 5.02.2021 au quotidien *Il Manifesto*, Marco Revelli, après une brève analyse de la chute du gouvernement Conte et de l'arrivée de celui de Draghi, s'intéresse à la question sociale. Il a recours à une formule latine qui illustre parfaitement l'écart entre les manœuvres politiques et le pays tout entier : « en ces jours, *dum Romae consulitur* [NDLR. pendant que des tractations ont lieu à Rome], chaque heure qui passe 50 postes de travail se perdent.

Chaque jour d'impasse apporte 1.200 chômeurs de plus. Pendant ces 20 jours [qu'a duré cette impasse], 24.000 revenus du travail ont été perdus. Des millions de travailleurs, salariés ou autonomes, ont fait naufrage : 393.000 contrats à durée déterminée n'ont pas été renouvelés ; 440.000, en majorité des jeunes, ont perdu leur poste, des centaines de milliers d'autres le perdront si le blocage des licenciements n'est pas prolongé ».

Ce désastre social ne sera pas uniquement dû au retard d'installation du gouvernement du banquier Draghi qui, les Italiens ne l'oublient pas, a été aux commandes de la ruine de la Grèce en 2015 en coupant dans une nuit les liquidités à ses banques. Le monde du travail italien se voit obligé à négocier à nouveau ce qui a été acquis après de longues et difficiles confrontations. Et cette fois-ci, il aura en face « un gouvernement technique, et nous savons bien quelle est la sensibilité sociale des techniciens », ironise Revelli.

Bien sûr, « l'homme de la banque » Mario Draghi est salué immédiatement par la Confindustria (le MEDEF italien). On imagine bien que Carlo Bonomi, le « faucon », jubile. Il a déjà avancé ses « revendications » : liquider le « revenu de citoyenneté » (minimum social plus que nécessaire en temps de crise) et restaurer la liberté de licencier. Sera-t-il entendu ? La « médiation » du précédent gouvernement, qui timidement et sous la pression syndicale a fait tampon en modérant les ardeurs du faucon si prompt à partir à la chasse, risque d'être rompue. C'est ainsi que deviendrait définitif « le divorce entre les institutions et le peuple », conclut Revelli.

La pandémie sociale ravive la lutte des classes, mais aussi, on l'a vu en Italie, celle des « places ». Si les institutions ne protègent plus personne, dans une lutte sans merci pour la survie au sens propre (santé, vie) et figuré (travail, revenu) il faudra des boucliers plus inexpugnables que celui d'Achille, forgé par le divin Héphaïstos, pour s'en sortir.

<https://ilmanifesto.it/il-martedi-nero-in-cui-cade-conte-e-arriva-luomo-forte/>

Israël-Palestine

Le blocage israélien empêche la livraison des vaccins à Gaza

La puissance occupante est responsable, selon le droit international et la convention de Genève, des populations civiles des territoires occupés. Nous vous avons déjà parlé dans notre *Fenêtre* n°14, à l'occasion d'une tribune de l'ONG *Physicians for Human Rights* dans le quotidien israélien *Haaretz*, demandant urgemment à Israël de fournir les doses de vaccins nécessaires à la Cisjordanie et à Gaza.

Un article de Michele Giorgio, correspondant à Jérusalem du quotidien italien *Il Manifesto* (16.02.2021), révèle ce qu'on peut qualifier non seulement de scandale humanitaire, mais aussi de « crime de guerre », selon Ofer Cassif, député juif de la Liste unie arabe, qui enseigne la philosophie politique à l'Université hébraïque de Tel Aviv.

Israël poursuit, pour ses propres citoyens, sa campagne de vaccination avec beaucoup de rapidité et de succès. Bien entendu, cet « exploit » loué dans le monde entier a une contrepartie : la mise à disposition de Pfizer des données des personnes vaccinées, prétendument pour améliorer le vaccin. Cette contrepartie, qui n'a pas soulevé une vague de protestations en Israël, garantit une livraison en temps utile des vaccins.

Or la Cisjordanie et Gaza font face à des retards considérables : les délais de livraison à Ramallah s'allongent, les vaccins envoyés *via* COVAX et les doses du Spoutnik V russe sont bloquées, et l'Autorité palestinienne ne peut même pas donner de date précise pour l'arrivée des 400.000 doses AstraZeneca commandées. Le vaccin russe est le plus urgent, car 2.000 doses sont destinées au personnel soignant de Gaza.

Selon le quotidien italien, c'est un site d'information très suivi en Israël, *Walla*, qui a révélé l'affaire au moment où les vaccins étaient prêts à être acheminés, car la famille d'un officier israélien tué lors d'une opération militaire à Gaza en 2014 a présenté une requête à la Cour suprême demandant de suspendre l'envoi des vaccins pour les utiliser comme monnaie d'échange afin d'obtenir les restes de leur défunt.

Même si la requête n'a pas abouti par la voie judiciaire, elle est devenue une affaire politique à la Knesset, le Parlement israélien. Le député Ofer Cassif, qui n'est pas membre la Commission des affaires étrangères et de défense où a eu lieu une première discussion animée, y a assisté en auditeur et rapporte que la majorité était pour le blocage des vaccins. Outre la demande de la famille de l'israélien tué en 2014, les députés demandaient la libération de deux civils détenus à Gaza. Mais Cassif, qui dit « condamner le Hamas » car il ne les libère pas, condamne fermement Israël qui « tient en otage des millions de civils palestiniens » à qui il inflige « une punition collective. Mettre des obstacles aux soins médicaux est un crime de guerre, c'est inhumain », conclut-il.

Et les restes du défunt ? Les Palestiniens rappellent qu'Israël fait la même chose en plus grand, car il n'a pas non plus restitué aux familles les corps de nombreux Palestiniens tués par les forces dites de sécurité ces dernières années.

Et si Israël s'occupait un peu plus énergiquement de ses propres extrémistes, qui, défiant les règles sanitaires et poussant les fidèles orthodoxes à en faire autant, ont contraint à un troisième confinement dont le pays sort à peine ? Plusieurs articles dans *Haaretz*, presque quotidiennement, dénoncent cette attitude irresponsable.

Dernière minute, *Haaretz*, mercredi 17.02.2021

**Enfin, Israël débloque les 1.000 première doses du vaccin Sputnik V
et approuve leur transfert à Gaza.**

La pression des défenseurs du droit international et des droits des Palestiniens ont porté leurs fruits. Continuons et intensifions-les. La population de Gaza mérite le même traitement que celle d'Israël, où, d'après *Haaretz*, la moitié des personnes âgées de plus de 30 ans ont déjà été vaccinées !

<https://ilmanifesto.it/israele-blocca-lingresso-a-gaza-di-duemila-dosi-del-vaccino-sputnik/>

Si vous voulez savoir plus sur Ofer Cassif, qui ne mâche pas ses mots ni comme académique ni comme député, voir sa page sur le site de la Knesset :

https://knesset.gov.il/mk/eng/mk_eng.asp?mk_individual_id_t=1013

Les dernières nouvelles sur la vaccination et en général la pandémie en Israël et Palestine, heure par heure dans *Haaretz*, actualisées du 17.02.2021 :

<https://urlz.fr/eXgV>

L'article de Jack Khoury et Judy Malts dans *Haaretz* du 17.02.2021 :

<https://urlz.fr/eYj6>



Moldavie

« Ici, dans le pays le plus pauvre d'Europe, nous n'avons pas de vaccin à propos duquel nous disputer »

Paula Erizanu, une Moldave de Londres rentrée au pays en décembre 2020, qui a la chance de pouvoir télétravailler dans son travail au Royaume-Uni, décrit, dans une tribune au *Guardian* le 28.01.2021, la situation catastrophique moldave. Souligner dès le titre qu'on est en Europe est important : on ne s'attend pas à trouver un tel délabrement et un tel manque de moyens pour faire face à la pandémie sur notre continent...

Dans le pays le plus pauvre d'Europe, 53.000 soignants n'ont aucune idée de la date à laquelle commencera leur vaccination. Un Moldave installé à Montréal, Alecu Mătrăgună, pense à sa mère, pédiatre depuis plus de 30 ans, aux premières loges de la bataille contre la pandémie comme tous ses collègues.

Paula a aussi pensé à sa famille quand les rendez-vous de vaccination ont commencé au Royaume-Uni. Fin janvier, pas une seule dose de vaccin n'est entrée en Moldavie. Le pays ne peut pas les acheter. L'Ukraine, la Géorgie et l'Arménie, pays pourtant aux portes de l'Europe et soutenus par l'UE dans les conflits régionaux, sont dans le même cas. C'est bien beau de soutenir pour des raisons géopolitiques, et même de cultiver l'idée que ces pays pourraient entrer dans l'OTAN (ce qui ne les arrangera pas...), mais quand il faut aider les populations face à la pandémie, l'UE est absente.

Paula donne des exemples du système de santé très dégradé et complètement dépassé par la COVID19 : le plus horrible est celui d'un patient mort dans les toilettes d'un hôpital où le personnel ne disposait pas d'EPI ou de moyens de désinfection, c'est pourquoi il a demandé à d'autres patients COVID19 de retirer le corps pour le porter à la morgue... Elle parle aussi des tests, refusés à des personnes avec des symptômes légers. Sur ce point pourtant la Moldavie n'est pas loin de pays comme la Grèce, où le test des asymptotiques est payant (60€) car il se fait pour la plupart dans les laboratoires privés par manque de centres de test publics de proximité.

Le système hospitalier moldave souffre des maux assez classiques comme la fuite des cerveaux, le sous-financement public, les bas salaires et le non renouvellement des départs à la retraite. S'ajoutent la corruption et la politisation du management. Selon Paula, la fuite des cerveaux n'est pas si nuisible, car souvent les personnes reviennent, au moins en cette période où, comme elle, on souhaite être proche de sa famille si on peut travailler à distance. Mais le pays ne fait rien pour les retenir.

Paula souligne par ailleurs une forte méfiance envers le vaccin : tout d'abord, on ne peut faire confiance à une abstraction ; ensuite, la priorité des gens, comme dans bien des pays pauvres, c'est la crise économique. La pandémie n'est même pas au top-5 de leurs préoccupations ! Ils pensent à l'avenir des jeunes, au chômage, aux prix qui montent, à la corruption et à la pauvreté.

Rappelons-nous « le virus qui se nomme faim » qu'une Afghane avait dit avoir comme cohabitant depuis longtemps (cf. *Fenêtre* n°10). Pourquoi de si nombreux êtres humains de par le monde auraient-ils à choisir entre ce virus et celui de la COVID19 ?

<https://urlz.fr/eXgS>



Nouvelle-Zélande

Auckland reconfinée : attention au « télétravail »

La TEU (*Tertiary Education Union*), notre syndicat partenaire à l'IE, vient de publier sur sa page Facebook des instructions claires aux collègues d'Auckland, qui vient d'être à nouveau confinée à cause de la découverte de quelques cas de COVID19.

Le syndicat insiste sur le « télétravail », compte tenu de la fermeture des universités. Mais les mots sont importants : « tu n'es pas en train de "travailler depuis chez toi", tu es à la maison, en période de crise, et tu essaies de travailler ». Cette première consigne, très juste, entraîne un commentaire encore plus juste d'une internaute : « tu n'es pas en train de travailler depuis chez toi, tu es en train de donner tes ressources personnelles à ton employeur » ; conclusion logique : « voilà pourquoi nous avons des syndicats. Soutien aux travailleurs, en particulier en temps de pandémie. Je suis un adhérent TEU et fier de l'être ». Les instructions du syndicat, en 6 points, sont saluées : « notre syndicat pense à nous, nous ne sommes pas que des numéros ».

La TEU insiste sur « la santé physique, mentale et émotionnelle » de chacun, bien plus importante que tout autre chose en ce moment. Viennent ensuite les conseils pour s'en sortir : faire attention à soi et aux autres ; ne pas comparer la façon dont chaque personne « fait avec » la situation de crise ; ne pas juger ou se juger. Et les deux points essentiels sur « la productivité », sachant que dans nos métiers la tentation est grande de vouloir continuer comme si de rien n'était, soit parce qu'on est entraîné par l'envie de nouvelles connaissances, soit parce qu'on craint une évaluation-sanction si cette « productivité » est jugée insuffisante : « ne pas tenter de compenser en travaillant plus d'heures » et avoir en vue que « ta productivité et celle de ton équipe ne seront pas mesurées de la même façon que si tout était normal ».

Le « droit à la déconnexion » n'existe pas dans la plupart des pays. Même là où il existe, c'est plutôt un droit théorique dont l'application dépend des luttes des travailleurs qui établissent le rapport de force nécessaire. La TEU sait bien que dans l'ESR « on ne compte pas nos heures », mais avec ses 6 principes de travail à distance COVID19 elle remet les choses en place : quel que soit le mode de travail, un travailleur est toujours un travailleur qui a des droits.

WORKING REMOTE

COVID-19 PRINCIPLES

1. You are not "Working From Home", you are "At your home, during a crisis, trying to work".
2. Your personal physical, mental, and emotional health is far more important than anything else right now.
3. You should not try to compensate for lost productivity by working longer hours.
4. You will be kind to yourself and not judge how you are coping based on how you see others coping.
5. You will be kind to others and not judge how they are coping based on how you are coping.
6. Your team's success will not be measured the same way it was when things were normal.



TEU | TE HAUTŪ
KAHURANGI
TERTIARY EDUCATION UNION

Thanks to a viral
tweet from a Canadian
Government employee we
have this very real and
truthful statement

#AwhiAtu #AwhiMai
#COVID-19

teu.ac.nz
teu@teu.ac.nz
0800 278 348

Fin décembre, une collègue néo-zélandaise nous écrivait : « vous devez être dans une sorte de confinement, tandis qu'ici la pandémie s'en est allée et notre vie est redevenue plus ou moins normale ». Elle était soulagée. Le reconfinement d'Auckland, même si c'est une mesure préventive, montre que la pandémie est toujours présente, c'est pourquoi le syndicat est là, toujours vigilant pour conseiller et protéger les travailleurs.

<https://www.facebook.com/nzteu/>

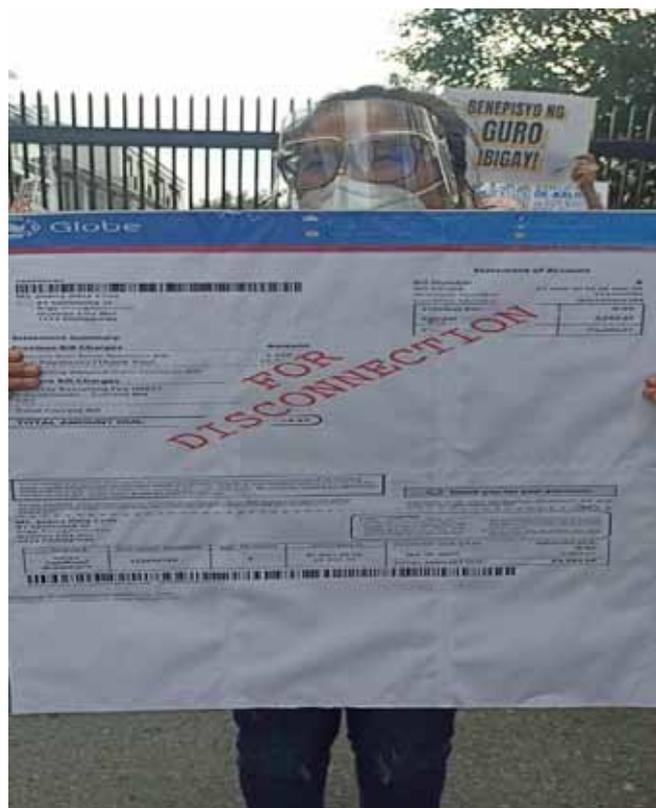
Philippines

De l'argent il y en a ! Oui, mais seulement pour les hélicoptères de guerre

Le 4.02.2021 l'*Alliance of Concerned Teachers* (ACT), notre syndicat partenaire à l'IE, a organisé une manifestation devant le Département du budget (Ministère) avec des affiches représentant les notes de « déconnexion » (c'est-à-dire les coupures d'internet) reçues pour non paiement d'abonnement. Le gouvernement de Rodrigo Duterte vient de décider une dépense de 225 millions de \$ (11,25 milliards de P, pesos philippins) pour acheter 15 hélicoptères de guerre *Black Hawk* pour « moderniser » l'équipement militaire du pays. Dépense décidée en pleine pandémie, quand les enseignants, corvéables à merci, essaient tant bien que mal de faire leur métier et d'accomplir diverses missions d'intérêt public liées à la COVID19 (cf. *Fenêtre* n°15).

Le secrétaire général de l'ACT Raymond Basilio a déclaré que c'est immoral « de constituer un arsenal militaire pendant que notre peuple est empêtré dans la crise sanitaire et économique. Ce dont nous avons besoin, ce sont des vaccins, des emplois, de l'aide, de la nourriture et des services publics de base comme l'éducation. C'est une claque à la figure de tous nos enseignants, élèves et étudiants qui sont déjà frappés par les coûts énormes de l'enseignement à distance : le gouvernement Duterte continue de refuser d'accomplir son devoir de subvenir aux besoins de l'éducation ».

La somme pour les hélicoptères est 5 fois supérieure aux miettes des 2,5 millions de P accordés pour le programme de vaccination des enseignants. Elle aurait été dépensée plus utilement pour accorder à tous les enseignants l'indemnité mensuelle de 1.500 P leur permettant de continuer à faire leur travail à distance sans coupure d'internet.



« Pourquoi le gouvernement dilapide l'argent du peuple dans des guerres qui n'ont aucun sens, quand notre plus grand adversaire aujourd'hui est la crise qui sévit et touche tous les aspects de notre vie ? », demande Basilio.

L'ACT revendique une augmentation du budget de l'éducation, afin de tenir compte de l'équipement et des frais de connexion nécessaires pour un enseignement à distance de qualité. Même si celui-ci ne remplace pas l'enseignement en présence, il pourrait maintenir à flot des jeunes que la situation actuelle pousse au décrochage. « Les travailleurs de première ligne de l'éducation » doivent recevoir leur juste récompense. À commencer par le versement des primes de... 2019 !

Les Philippins sont un peuple ultra-connecté, mais surtout sur les réseaux sociaux et en majorité *via* leur smartphone. Avoir des ordinateurs, et des forfaits internet suffisants pour travailler en ligne pendant plusieurs heures par jour et accéder aux ressources pédagogiques, demande des dépenses importantes que la plupart des familles ne peuvent supporter. Mais le gouvernement a toujours considéré les collègues au mieux comme des moins que rien, au pire comme des personnes dangereuses, surtout quand ils sont syndiqués dans un syndicat combatif qui refuse de se taire. Préférer, en pleine crise COVID, enrichir ses fournisseurs d'armes au lieu de verser les primes des enseignants est scandaleux, mais tout à fait conforme à l'idéologie guerrière de Duterte.

<https://urlz.fr/eYjc>



Royaume-Uni

L'Université de Liverpool menace de licenciement des personnels de la Faculté des sciences de la vie et de la santé

En pleine pandémie, des personnels actifs dans la recherche biomédicale de l'Université de Liverpool sont menacés de licenciement. Cette nouvelle, « un outrage », selon UCU (*University College Union*, notre syndicat partenaire à l'IE, au CSEE [Comité syndical européen de l'éducation] et aux HERSC [*Higher Education and Research Standing Committee*]) a été communiquée au syndicat par le management de l'Université, qui choisit de se débarrasser des personnels considérés comme « les moins performants » selon des critères d'évaluation quantitative comme l'argent rapporté *via* des contrats et le nombre de citations. 47 personnes doivent quitter leur poste d'ici le mois de mai.

UCU compare l'opération à des « dégraissages » similaires chez Amazon. Il souligne l'absurdité de renvoyer des collègues qui travaillent dans un domaine des plus utiles dans la période actuelle. De plus, ces personnes étaient membres du *Liverpool STOP COVID*, un groupe qui se déploie sur la ville et sa région, une initiative unique de coordination de toutes les recherches relatives à la COVID19 regroupant les chercheurs de plusieurs institutions, ainsi que la *Liverpool School of Tropical Medicine*. Ce programme sera donc « délesté » de 47 membres actifs, qui se retrouveront au chômage dans la pire situation du marché du travail depuis des décennies.

Suite à une réunion de protestation à laquelle ont participé près de 300 personnes, des actions massives ont été votées. UCU dénonce le fait que l'Université est incapable de s'adapter à la situation financière créée par la pandémie et le fait payer aux personnels.

Quant au ministre de l'éducation Gavin Williamson, il passe son temps à combattre « des menaces fantômes contre la liberté de parole à l'université », dénonce la secrétaire générale de UCU, Jo Grady, dans une tribune au *Huffington Post* du 18.02.2021.

Effectivement, les urgences ne sont pas les mêmes : le ministre ne s'occupe pas des menaces de licenciement de titulaires, ni des précaires jetés à la rue. Il ne voit pas que 9% des étudiants pointent à la banque alimentaire et qu'ils ont payé 1 milliard de £ pour des chambres qu'ils n'occupent pas dans les résidences universitaires. Il ne voit que la prétendue « crise » de la liberté d'expression sur les campus. Selon Jo Grady, « il existe de réelles menaces à la liberté de parole et aux libertés académiques, mais elles proviennent du gouvernement et des employeurs universitaires, non des syndicats des étudiants et des personnels ». Cette assertion est par ailleurs confirmée par une ONG de défense des droits humains, *Liberty*, qui pointe comme principale menace le programme gouvernemental censé... défendre la liberté de parole !

Ridicule, le ministre propose d'instaurer une sorte de concours étudiant pour « le champion de la libre parole », rejeté par les syndicats étudiants. Selon leur enquête, un tiers des étudiants musulmans disent que le programme gouvernemental leur a fait du tort. Quant aux personnels, ils ne se sentent pas du tout protégés, surtout les précaires dont la liberté de parole peut déplaire au management et causer des sanctions ou le licenciement. Le ministre de l'éducation, ainsi que celui de la culture, veulent contrôler la recherche et l'enseignement, par exemple « en dictant comment l'histoire de l'empire britannique doit être écrite ».

Conclusion de UCU : « si le gouvernement veut sérieusement défendre la libre parole et les libertés académiques, il doit commencer par la principale menace, sa propre politique ».

Toute ressemblance avec les propos inqualifiables de la ministre Frédérique Vidal en France est, bien sûr, entièrement fortuite.

Sur les licenciements à l'Université de Liverpool :

<https://www.ucu.org.uk/article/11349/Outrage-as-University-of-Liverpool-threatens-health-and-life-science-jobs-during-pandemic>

La tribune de Jo Grady dans le *Huffington Post* :

https://www.huffingtonpost.co.uk/entry/free-speech-on-campus_uk_602e8378c5b6cc8bbf39d734

Si vous voulez en savoir plus pour le groupe *Liverpool STOP COVID*, c'est ici :

<https://www.liverpool.ac.uk/health-and-life-sciences/research/stop-covid/>

The poster is for a national day of organising on health and safety. It features the UCU logo (University and College Union) in the top left. The main title is 'ORGANISING IN THE WORKPLACE' in large yellow letters on a black background. Below this, it says 'Join us for a national day of organising on health and safety'. A large graphic of a person's profile in silhouette is on the left, with a speech bubble containing the text 'Saving lives at work'. To the right of the silhouette, there is a list of details: DATE: Wednesday 27 January 2021, 10.30am-3.45pm; Morning: 10.30am to 12.45pm, Afternoon: 2pm to 3:45pm; Comfort breaks will be observed; We encourage you to sign up for the whole day; VENUE: Online using Zoom; THEMES: Organising members around H&S Covid-19 safe practices, covering organising around risk assessments and ballots; REGISTER: Go to: <https://ucu.wufoo.com/forms/health-safety-day-school>. On the left side of the silhouette, there is text: 'Share tactics and ideas with other activists so we can successfully challenge employers who fail to provide safe working conditions.' and 'Where we organise and fight, where we collectivise and defend ourselves, we have kept our workplaces safe.'